Compte-rendu du Grand Débat réalisé le 7 février 2019 à Rebréchien sur la fiscalité, les dépenses publiques et l'évasion fiscale.

A noter l'ergonomie défailante du site national du Grand Débat qui ne permettait pas aux citoyens de voir d'emblée les débats proposés à côté de chez eux.

Assemblée d'une quarantaine de personnes, une ambiance sereine entre participants et un reportage France 3 aux deux journaux télévisés du lendemain.

Le thème « outrepassait volontairement le cadre fixé par les pouvoirs » comme le notent ces reportages, car l'évasion fiscale était ajoutée au thème de la fiscalité et dépenses publiques.

Introduction par M. le Maire puis ouverture du débat par un membre du Collectif Stop Paradis Fiscaux 45 : le thème central choisi n'exclut aucune question, doléance ou proposition.

légende (d) doléance (e) réponse à la doléance (p) proposition

(d) inadaptation des structures d'accueil pour personnes âgées

(d) grande différence entre maisons de retraite publiques et privées. Aujourd'hui c'est le marché qui l'emporte

(d) sur 1000 € collectés par l'état, 600 sont dépensés sous forme de dépenses sociales

(e) dans des pays, on paye les soins, l'école, pas en France

(p) plus de transparence des dépenses de l'état, poste par poste

(d) la fraude fiscale s'élève à 80 à 100 milliards : quels sont les moyens utilisés contre ?

(p) recruter une centaine d'inspecteurs d'impôts qui ne s'occupent que d'évasion fiscale

(p) copier le système américain qui collecte l'impôt en fonction de l'individu et non en fonction du domicile

(d) que propose l'Europe ?

(d) absence de volonté française de faire quelque chose de commun

(d) la liste européenne des paradis fiscaux n'est pas bonne (absence des paradis fiscaux européens, tels que les Pays-Bas, l'Irlande, le Luxembourg, Malte...)

(p) mettre en oeuvre l'ACCIS pour éviter la concurrence, le dumping fiscal entre pays européens

(d) l'ancien premier ministre du Luxembourg, aujourd'hui président de la Commission Européenne, a encouragé l'évasion fiscale

(e) des niches fiscales sont bénéfiques à l'emploi. Certaines permettent aux personnes âgées de rester chez elles le plus longtemps possible

(d) l'état actionnaire n'est pas capable d'assumer ses droits d'actionnaires (scandale des autoroutes, d'Air France)

(p) taxer les stock-options et limiter le nombre de participations aux Conseils d'Administration

(e) il est bon de payer des impôts pour nos hôpitaux, nos écoles

(d) pas de justice fiscale, avec les APL rognées de 5 € et désindexées de l'inflation

(d) les niches fiscales pour l'investissement locatif représentent 2 milliards par an

(p) donner ces deux milliards à des primo accédants

(d) 80 % des niches fiscales bénéficient aux 20% plus riches. Il existe même une niche fiscale pour l'espace

(p) il faudrait des financements pour créer des Ehpad modernes avec des volets Alzheimer, Parkinson, ...

(d) les soins ne sont plus gratuits pour tous, il faut payer une mutuelle pour être couvert

(e) l'accès aux soins à l'hôpital est gratuit ; mais pas les dépassements d'honoraires

(d) le dédoublement de classes CP en zone difficile s'est fait à budget constant, au détriment du collègue (classe jusqu'à 32 élèves) L'éducation nationale étant une dépense publique très bénéfique, les bonnes idées doivent être accompagnées de mesures pour travailler dans de bonnes conditions

(d) si regroupement de communes, perte de l'élu le plus populaire qui est le maire

(d) si tout le monde avait un emploi, il y aurait plus d'argent pour payer la SS, les retraites

(p) ne pas privatiser la santé

(p) l'état devrait travailler sur l'emploi et les fermetures d'entreprises

(d) l'ISF ne sert pas à la nation, pas de ruissellement

(p) inciter/contraindre les exonérés de l'ISF à investir dans des entreprises françaises locales, des start up et à conserver cet investissement quelques années

(d) l'état doit emprunter auprès des banques privées (depuis le traité de Lisbonne)

(p) profiter de l'argent pas cher aujourd'hui pour que l'état se désendette (via un processus de swap de taux, le rachat des prêts obtenus à taux d'intérêts élevés)

(p) augmenter les recettes sans augmenter les prélèvements, en réduisant les crédits d'impôts et les réductions d'impôts des sociétés

(e) réduire les prélèvements obligatoires et remplacer, à service égal, nos services publics par du privé entraîneraient des coûts supplémentaires

(p) rétablir une TVA à 33% sur les produits de luxe

(p) appliquer des taux différents de TVA selon la provenance du produit (ex : hors Europe)

(d) c'est un scandale que nos états signent des traités où les entreprises privées peuvent attaquer les états (tribunaux d'arbitrage)

(p) mettre en priorité la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale

(p) évaluer les aides aux entreprises

(p) pour lutter contre les déserts médicaux, obliger les médecins dont les études sont financées avec l'argent public de s'y installer (à l'instar de ce qui se fait pour les enseignants pendant 10 ans)

(p) moduler le taux de conventionnement selon l'implantation du cabinet médical

(p) taxer les yachts, les transferts d'argent vers l'étranger

(p) taxer les transactions financières, les billets d'avion

(p) taxer les entreprises qui jouent sur les holdings pour faire de l'évasion fiscale (combien de salariés et de matières premières, quels vrais chiffres d'affaires et de bénéfices)

(p) transparence sur les taux d'imposition réels des grandes entreprises (Google, Amazon, Apple, Total....)

(d) peu de solutions écologiques pour les campagnes

(p) transparence sur ce que dépense l'état par habitant à la métropole et à la campagne.

(p) éliminer les zones blanches dans les campagnes

(d) budget de la Défense important, faut-il continuer à investir dans l'armement, ne peut-on mutualiser au niveau de l'Europe?

(d) nous sommes bien en ruralité, proches de tout, sauf une médecine de ville suffisante